



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240621-2106202477-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/06/2024

Publication : 28/06/2024

En l'autorité compétente par délégation

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN
RÉGIE D'AVANCES « SERVICE ACTION ET INSERTION SOCIALES »
EXTENSION



LA VICE-PRÉSIDENTE du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale,

VU :

- L'article L.315-17 du code de l'action sociale et des familles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R.1617-1 à R.1617-18, relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,
- Le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 22,
- Le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics,
- L'instruction codificatrice 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Le budget de l'exercice 2024,
- La délibération du Conseil d'Administration du CCAS en date du 25 avril 2024, autorisant la Vice-Présidente à créer des régies en application de l'article 21 alinéa 5 du décret 95-562 du 6 mai 1995,
- La décision de la Vice-Présidente du CCAS en date du 10 mars 2023, modifiant la régie d'avances « SERVICE ACTION ET INSERTION SOCIALES »,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 avril 2024,

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu d'étendre la régie d'avances « SERVICE ACTION ET INSERTION SOCIALES »,

DÉCIDONS CE QUI SUIT :

Article 1.- Il est institué une régie d'avances auprès du SERVICE ACTION ET INSERTION SOCIALES du CCAS de Rouen :

Article 2.- Cette régie est installée au 2 rue de Germont, 76 000 Rouen.

Article 3.- La régie paie les dépenses suivantes :

- Les secours d'urgence : chèques de service (chèque d'accompagnement personnalisé),
- Les aides Communales de Solidarité octroyées, par délégation, par la Vice-présidente du CCAS, conformément au règlement des ACS du CCAS de Rouen à savoir :
 - Aides alimentaires,
 - Aides à l'insertion sociale,
 - Aides au logement,
 - Aides à l'obtention d'un titre de séjour,
 - Aides à l'insertion professionnelle,
 - Aides à la santé,
 - Aides au permis de conduire,
 - Aides à l'accès, l'amélioration du logement,
 - Aides à la remise en état du logement,
 - Aides à l'expertise médicale,
 - Aides au paiement des frais d'obsèques.
- Les aides communales de Solidarité dérogatoires au règlement octroyées par la commission permanente du Conseil d'Administration du CCAS de Rouen,
- L'Aide Municipale Individualisée afin de financer l'augmentation du loyer occasionnée soit par le relogement d'un ménage, soit par des travaux de réhabilitation dans son logement social.
- Le compte d'imputation est le suivant :
 - 65133 secours d'urgence
 - 65134 ACS
 - 65138 AMI

Article 4.- Les dépenses à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Chèques de service (chèque d'accompagnement personnalisé),
- Virements,
- Chèques.

Article 5.- Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités, auprès de la Direction Régionale des Finances Publique de la Seine-Maritime.

Article 6.- Il est créé deux sous régies d'avances dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif de ces sous régies.

Article 7.- L'intervention de mandataires et sous régisseurs est autorisée et aura lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8.- Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 30 000€ et 6 500€ pour les chèques de service (chèque d'accompagnement personnalisé).

Article 9.- Le régisseur verse auprès du Trésorier Municipal la totalité des justificatifs des opérations de dépenses au minimum une fois par mois.

Article 10.- Le régisseur percevra une indemnité de manquement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11.- Les mandataires suppléants ne percevront pas d'indemnité de manquement des fonds selon la réglementation en vigueur.

Article 12.- La présente décision prend effet à compter de la date du récépissé qui sera délivrée par les services chargés du contrôle de légalité.

Article 13.- La Vice-Présidente du CCAS de Rouen et M. le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution de la présente décision qui sera insérée au registre des délibérations.

FAIT A ROUEN, le 17 MAI 2024

Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen

